N° 8 15 Mai - 15 Juin 1946

COURRIER DE LA MESNIE

Jeunes, vous servez la patrie : Ma plus grande joie sera de voir revivre la France avec vous *(HENRI, Comte de Paris)*

LES JEUNES

Nés dans ces temps heureux où la France faisait figure de grande nation, habitués à regarder le monde comme un peu nôtre, à cause du passé de notre pays, brusquement plongés dans la grisaille d'une défaite, dans les souffrances d'une occupation, puis revenus miraculeusement à la grande lumière d'un pays vainqueur mais encore douloureux dans sa chair déchirée, au milieu d'un monde nouveau inconnu de nous où la France ne tient plus la même place, nous jeunes qui venons de vivre des années si intenses, nous sentons plus que quiconque qu'une grande et lourde tâche nous attend.

Partout dans le monde, on observe les difficultés de tous ces pays qui recherchent leur équilibre, de partout matérialistes et chrétiens tournent inconsciemment les yeux vers la France, s'interrogeant, se demandant comment elle surmontera la grande crise du monde, ce monde aux prises avec le monstre de la Matière et qui veut quand même dégager son âme. On sent qu'une nouvelle forme de vie est à naître, le monde va enfanter une nouvelle civilisation qui doit dépasser les civilisations précédentes par son aspect universel et doit concilier, harmoniser la primauté du spirituel, avec les nécessités de la production.

Que va dire la France ? Que va faire la France ? Beaucoup se le demandent anxieusement.

Or, nous, jeunes mesniers, forts de notre foi chrétienne et monarchique, forts de notre jeunesse, nous savons que nous possédons en nous, dans notre accordance, des principes immuables et toujours valables auxquels notre audace sociale et notre amour des hommes apporteront le complément indispensable à cette nouvelle forme de vie qui s'instaurera en France.

Le rôle de la jeunesse de France est primordial. Les jeunes n'ont plus le droit, comme à d'autres époques, de se désintéresser de la chose publique. Quelles que soient ses capacités et son intelligence, le « petit d'homme » a contracté en naissant une dette vis-à-vis de la société — de la communauté —, il n'a plus le droit de vivre seul, en individu ; il doit le savoir. Il a sa famille, son métier, sa cité, son pays, le monde. Qu'il le veuille ou non, il a une vie publique, il se doit à tous et son premier devoir est de le comprendre.

Il faut comprendre que l'on doit rétablir dans leur hiérarchie naturelle les cadres de notre vie, tenir un rôle proportionné à nos capacités, même

ET LA POLITIQUE

si d'autres pensent différemment, par éducation et par nature. Il faut écarter les idées sectaires et étroites, à l'heure où nous voulons nous incorporer au pays, à l'Europe.

Ce premier effort accompli, il faut apprendre les grandes lois qui régissent le monde, savoir pourquoi ceux-ci réagissent ainsi et ceux-là différemment.

Les hommes ne doivent pas être traités comme les choses. Parce qu'on aura fait l'effort de les comprendre, de les aimer, il sera plus facile de travailler avec eux et ensuite de leur inspirer une conception du monde semblable à la nôtre.

Le problème le plus angoissant du XX^e^ siècle est celui de la prédominance de la masse sur l'élite. Celle-ci fait preuve d'une supériorité personnelle acquise, elle accepte les responsabilités qui lui incombent, elle est orientée vers le bien commun. Celle-là se recrute parmi les éléments primaires, instinctifs, passionnels, et de médiocre qualité. La masse n'a ni initiative, ni sens critique. Elle s'intéresse à l'immédiat et tend au nivellement. Les jeunes monarchistes doivent constituer une élite qui ait une vie intérieure assez forte, assez saine, un esprit assez ouvert pour que tous soient attirés par leur idéal. Ils sont conscients d'avoir une mission à accomplir et désireux de servir. Leur travail ne doit pas se faire dans une parti plus que dans un milieu...

Le jeune monarchiste doit être partout à sa place, ayant fait l'effort nécessaire pour comprendre tous les hommes, ayant appris les difficultés de chacun, et son véritable travail politique est de rayonner, c'est-à-dire que sa vie intérieure doit être assez forte, assez saine, son esprit assez ouvert, son amour des hommes assez grand, pour que tous soient attirés par lui, que tous l'aiment et que parce que tous le respectent et l'estiment, tous respectent naturellement ses principes puis aiment son Roi.

Les Français sont fatigués de subir le Pouvoir, l'État et ses charges de plus en plus lourdes. Ils ont besoin d'autre chose que des raisons invoquées par le mythe républicain. Ils désirent de plus en plus, nous l'avons bien vu, personnifier la patrie pour, l'aimant mieux, la mieux servir. Les raisons en faveur de la Monarchie ne manquent pas, et nous nous devons de les faire connaître. Mais s'il nous paraît souhaitable de propager notre foi autour de nous, il est aussi indispensable de la rendre aimable. Il nous faut redonner à la France l'amour de son Roi.

> Les Rois sont établis pour rendre justice, et non pour entrer dans les passions des particuliers.
>
> **Henri IV.**

> La Royauté absolue est aussi impossible que la République absolue.
>
> **LOUIS-PHILIPPE.**

LENDEMAINS DE REFERENDUM

Le 5 mai, referendum. Le 2 juin, élections générales. Nous sommes gâtés. En moins de deux ans, le peuple aura été appelé cinq fois aux urnes.

Les consultations se succèdent. On demande au patient de se prononcer sur son mal. Il se retourne sur sa couche. Il ne découvre pas le remède qui pourrait le soulager et cependant voici qu'au hasard des décisions contradictoires, il vient d'en prendre une qui ne le guérira pas mais qui, du moins, n'aggravera point son état. Et c'est déjà beaucoup. Sous quelles influences se détermina-t-il ainsi ?

L'EVENTAIL DES PARTIS

Le Parti Communiste depuis la Libération a joué dans la politique française un rôle qui dépasse de loin l'importance — pourtant déjà grande — que devrait lui donner le nombre de ses élus. Sa cohésion, la discipline et le dévouement de ses militants, la philosophie totale et même totalitaire qui l'anime, les moyens dont il dispose, la rigueur des disciplines qu'il impose (et qu'il subit) expliquent assez l'action positive qu'il suscite chez ses adhérents, l'inhibition qu'il exerce sur ses adversaires apeurés. Cependant, il ne peut se contenter de partager le pouvoir. Parti de dictature, par vocation et par nature parti unique (et non parti parlementaire en dépit d'apparence provisoires), il lui faut conquérir tout l'Etat. Il le faut d'autant plus que l'antagonisme qui oppose Moscou et Washington oblige la Russie à étendre sans cesse autour d'elle les marches qui la protègent. Elle ne doit plus laisser aucun territoire — en Europe notamment — d'où puisse être mené contre elle une offensive militaire ou même intellectuelle. Son action, elle l'emploiera donc dans une France désorganisée à suggérer l'élaboration puis le vote d'une Constitution qui lui permette d'établir rapidement un pouvoir sans discussion.

Les Socialistes, après avoir cédé à tous les chantages pendant les sessions de l'Assemblée, ont flairé le piège que recélait la campagne commune en faveur du « Oui ». Ils se sont dérobés. Sans doute leurs journaux ont-ils donné comme consigne de faire voter cette Constitution. Le mythe de l'Unité ouvrière, la crainte de leurs électeurs les y obligeaient. Et cependant, bon nombre d'entre eux, les chiffres le prouvent, ont voté « Non ». Ainsi se trouvent-ils de plus en plus tiraillés entre leur droite et leur gauche. Et demain peut-être verrons-nous un « socialisme humaniste », un travaillisme s'opposer au « socialisme marxiste » asservi au communisme.

Les Radicaux et l'U.D.S.R. ne connaissent pas ces crises de conscience. L'individualisme un peu plat des premiers, leur embourgeoisement les préservaient, la plupart, de se rallier aux thèses de la dictature du prolétariat. Quant à l'U.D.S.R., état-major plutôt que troupes, état d'esprit plutôt que parti, combinaison à gauche d'hommes venus de droite, il y avait encore moins de chances que le « Oui » rencontre chez eux aucune faveur. Les tentaitves d'accord, hier, avec certains éléments S.F.I.O. s'étaient révélées trop décevantes pour créer la moindre hésitation.

La situation du M.R.P. était plus embarrassante. Ayant partagé depuis des mois les responsabilités du gouvernement avec les communistes et avec les socialistes, allait-il à la veille des élections abandonner le pouvoir ou bien ferait-il voter cette Constitution dans laquelle il n'avait pu faire insérer aucun de ses amendements ? Peu disposé à subir la dictature communiste — malgré beaucoup de faiblesses, d'illusions et de gaucheries —, ne pouvant s'aliéner ses électeurs, dans l'immense majorité catholiques et beaucoup conservateurs, il lui fallait voter et faire voter « Non ». Ce « Non » qu'un parlementaire hésite toujours à demander, quelles que soient ses tendances, pusqu'il limite la durée de son futur mandat, le M.R.P. s'est décidé « in extremis » à le choisir... d'autant que — pour le moment du moins — il ne l'oblige pas à abandonner le pouvoir. En effet, pour un ensemble de raisons complexes — où la considération de la Conférence de Paris et des négociations de M. Blum à Washington semblent avoir tenu une large place — les socialistes et les communistes n'ont pas exigé la démission de leurs collègues démocrates chrétiens.

Les modérés regroupés en un seul parti, le P.R.L., ne pouvaient voter que négativement. Le droit de propriété sur le plan des intérêts, l'école libre, couverture religieuse et d'ailleurs pour plusieurs conviction sincère leur servira tout naturellement de cheval de bataille.

Ainsi, pour une fois, tous les partis non marxistes se trouvaient provisoirement d'accord. Cela encouragea les organisations religieuses à donner de la voix. Et beaucoup d'évêques le firent avec une audace qui surprit. Seule des grandes organisations catholiques, la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens invoqua le fait qu'elle se situait sur le plan professionnel pour rester neutre (ce que fit de son côté la centrale patronale). La Confédération Générale du Travail (socialo-comuniste et dominée par les communistes) avait été moins réservée et faisait voter « Oui ». Et précisément cette position affirmée de la C.G.T. gênait la C.F.T.C.

On sait la suite. Par 53 % des suffrages exprimés, le peuple français rejetait la Constitution inspirée par les communistes. L'attitude de la hiérarchie catholique, la défection d'un nombre appréciable de socialistes, avaient emporté l'affaire. Peut-on dire cependant que le glissement à gauche soit stoppé ? Cela n'est pas certain à considérer les résultats de certains départements traditionnellement conservateurs comme la Mayenne.

Mais l'essentiel est sauf. Le coup d'arrêt est donné. Provisoirement du moins, les communistes ne pourront s'emparer légalement du pouvoir. Ce résultat est remarquable quand on songe qu'il y a quelques mois à peine toute réserve sur l'action communiste était taxée de « collaboration » et partant, de trahison. — Voici donc un peuple qui ose dire non à son gouvernement, non au communisme, non malgré le provisoire, non malgré les truquages et le vote des morts. L'audace de cette décision est presque sans précédent.

LES LEÇONS DU 5 MAI

« Naturellement, le Comte de Paris fait voter non », telle était la manchette du **Populaire** le **samedi 4 mai. — « Naturellement, le peuple français a voté non »,** pourrions-nous répondre. Sans doute n'a-t-il pas voté « non » pour obéir aux consignes d'un Prince encore peu connu des masses. Mais il a voté « Non » parce que les intérêts vitaux de la Nation, les réflexes de la vie commandaient ce « Non ». Ainsi, une fois de plus, le Peuple et le Roi se sont-ils retrouvés.

Rencontre sur le terrain électoral et par conséquent nécessairement décevante.

Les Monarchistes savent combien est fragile et peu convaincant le verdict populaire. Placés en dehors et au-dessus des partis, ils n'en sont que plus à l'aise pour tirer du vote récent les leçons qui s'imposent.

Notons tout d'abord, pour être justes, que le rejet de la Constitution, présenté par certains comme une victoire des ennemis du régime parlementaire, ne signifie, en réalité, rien de tel. C'est au nom même du parlementarisme menacé que les « oui » et les « non » se sont affrontés, et sans doute — dans la majorité des cas — avec une égale bonne foi.

Comment supposer, d'ailleurs, qu'une masse de Français allant de l'extrême-droite aux radicaux, (sans oublier bon nombre de socialistes sincères), se soit trouvée d'accord pour rejeter un système qui est la raison d'être, le climat normal, de la lutte engagée autour de la Constitution ?

En réalité, le vote du 5 mai représente un sursaut, un réflexe défensif d'hommes venus de presque tous les horizons de la politique contre la dictature de l'Assemblée unique, contre le régime des partis érigé en système, contre l'autoritarisme démocratique, en qui ils ont reconnu la forme la plus odieuse de la dictature qui n'ose pas dire son nom.

Echec au Communisme, telle est la signification de ce referendum, dont les promoteurs comptaient bien faire le point de départ d'un nouveau 93. Echec au parti communiste, dont il préparait la prise du pouvoir par les voies légales. Echec à la dictature marxiste.

Mais le NON ! de la France n'aurait pas cette importance s'il n'englobait, dans un même refus, une grande partie de la politique menée ces derniers mois par les politiciens marxistes. Ce n'est pas seulement la Constitution que les Français ont rejetée, c'est aussi la loi électorale que, par crainte du verdict populaire, ces mêmes politiciens avaient soigneusement évité d'y inclure. C'est la politique socialo-communiste dont le développement nous apparaît, maintenant, parfaitement cohérent. Voyons comment l'expliquent des hommes appartenant aux partis les plus divers, mais dont l'expérience politique ne saurait être mise en doute.

M. Paul Reynaud (Alliance Démocratique) : « La politique socialo-communiste est parfaitement cohérente. Les nationalisations mènent tout droit à la dictature parce qu'elles mettent sur les épaules de l'Etat une charge qu'un état démocratique n'est pas assez fort pour supporter. Les communistes ne l'ignorent pas ».

M. Yvon Delbos (Radical-Socialiste) : « Le pays ne veut pas de la dictature marxiste, pas plus que d'aucune autre ».

M. Alexandre Varenne (Gauche républicaine) : « Cette Constitution, seul le parti communiste a pu la voter d'enthousiasme parce qu'elle est faite pour lui. Son plan me semble clair. La proportionnelle ne peut pas lui donner de longtemps la majorité absolue, mais elle peut faire de lui le parti le plus nombreux de la majorité dans la prochaine Chambre. En ce cas, M. Jacques Duclos l'a imprudemment annoncé, son parti est fondé à briguer la présidence du Gouvernement. Et comme aucune autorité, ni le Président de la République démuni de pouvoir, ni la seconde assemblée purement consultative, ne pourra faire contre-poids à ce gouvernement à direction communiste, ce sera pour le parti de M. Jacques Duclos, la prise du pouvoir par les voies légales, bien qu'il soit en minorité dans le pays ».

A ces hommes décidés à faire échec au communisme menaçant se sont joints dès la veille du referendum, un certain nombre de socialistes. Après la proclamation des résultats, c'est l'ensemble du parti Socialiste qui, par la voix de **M. Daniel Mayer,** prend nettement position dans le même sens. Dans un manifeste publié le 8 mai, le Comité directeur du parti socialiste lance un appel « à tous les républicains, à tous les démocrates, indépendants comme lui de tout gouvernement étranger... » On ne saurait être plus net.

Il est réconfortant pour les royalistes français de sentir enfin se lever autour d'eux la masse du peuple qui ne se résigne pas à l'asservissement et de voir s'ébaucher déjà, malgré tant d'inévitables divergences, l'union des hommes de bonne volonté.

S'ils acceptent de faire abstraction de leurs préjugés et de leurs intérêts partisans, ils comprendront bientôt que l'accord constructif que nous souhaitons tous ne peut se faire qu'autour de celui qui est le pacificateur et l'arbitre-né; le Roi, père du Peuple et défenseur de nos libertés.

L'AVENTURE ITALIENNE

Dans notre dernier numéro, nous avons mentionné l'intérêt avec lequel la Mesnie toute entière avait suivi la Conférence d'un sympathique Lieutenant américain sur la question de la jeunesse italienne. Nous essayons aujourd'hui de retracer brièvement les impressions de notre ami sur ces jeunes qu'il a si bien connus pour avoir passé dix années à les observer.

« **...La participation de la jeunesse italienne à la révolution fasciste fut extrêmement faible.** Après la guerre de 1914-1918, on pût observer chez les jeunes un désintéressement marqué à l'égard de la politique, désintéressement qui provenait en grande partie, d'ailleurs, des notions éducatives de l'époque. Tandis que la nouvelle souche allemande se trouvait prête à agir, avant l'arrivée du chancelier Hitler, celle à laquelle Mussolini eût affaire était amorphe. Le Duce a joué le rôle ingrat d'un éducateur, tâche d'autant plus difficile que le Nord, le Centre et le Sud constituaient et constituent encore moralement et geographiquement des régions très différentes. La réforme « gentile » avait d'abord été agréée par Mussolini, alors ministre de l'Education Nationale; réforme adoptée d'emblée par la jeunesse, car le vieux système était dur et tyrannique.

Un ballila « Espoir du Fascisme »

Mussolini sût profiter du succès de la réforme pour se hausser sur un piédestal. D'autre part, les rapports avec l'Eglise étaient bientôt réglés par un concordat en 1928-29. Il s'agissait, en effet, de mettre à profit les solides institutions catholiques. On accusa le gouvernement de s'être laissé soudoyer. Et cependant, après cinq ans de lutte sourde, le Duce pouvait se parer de toute la gloire d'un homme qui avait mis fin aux conflits de l'Eglise et de l'Etat. C'est alors qu'on le vit s'atteler à la réalisation d'un étrange projet. Il s'agit de **l'enrégimentement des Italiens « dès le berceau ».** Le mot n'est pas excessif lorsque l'on songe qu'à l'âge de quatre ans, l'enfant entre dans l'organisation des **« Fili de la Lupa ».** A six ans, déjà très mûri par conséquent, il est fait **« ballila »** et embrigadé dans un groupement beaucoup plus efficient. On y forme déjà des escadrons cyclistes. Vers neuf ou dix ans, l'enseignement préliminaire **« avant-guardisti »** entre en jeu. Les uniformes changent complètement. On est armé pour de bon et motorisé. A partir de quatorze ans, les jeunes Italiens deviennent **« Giovani Fascisti »** et feront de la préparation militaire jusqu'à vingt ans. Puis ils seront **miliciens.** Le jeune homme peut choisir l'armée régulière ou l'armée fasciste, c'est-à-dire la garde de Mussolini avec les chemises noires et l'insigne du faisceau. L'Etat a trouvé ainsi le moyen de créer une armée, sans que les autres pays s'en aperçoivent. L'esprit de ces jeunes, en 1930, est imprégné de scoutisme, mais Mussolini, peu à peu, saura les rendre plus belliqueux. **Les filles** sont entraînées, elles aussi, dans tous les services auxiliaires de l'armée. A cette époque, Mussolini se rend compte qu'il importe de créer des cellules de fascistes J.U.F. **dans les Universités,** et de placer à la tête de chaque université un homme de confiance pour répandre la mystique fasciste. Bientôt la dégénérescence est amorcée. Si un jeune homme est bien doué pour les sports, si son père est bien vu du gouvernement central, son avancement est rapide; on use de tous les moyens de pression utilisables pour lui faire brûler les étapes. Il semble passer ses examens en se jouant. Un pistonnage effarant sévit à tel point que le sens de la justice et de l'équité est complètement faussé. **Les groupes universitaires** ont pour mission d'attirer des étrangers pour les bourrer d'idéologies plus ou moins grossières afin de leur faire répandre les bienfaits de la doctrine fasciste, quand ils rentreront dans leur pays. Au point de vue du parti, les résultats semblent excellents. Le travail de pénétration a été bien mené. Et cependant, tous les Italiens ne s'y sont pas laissés prendre; il s'en faut de beaucoup. La « persuasion pacifique » a échouée partiellement devant l'attitude de nombreux professeurs. Dans plusieurs universités, tout le corps enseignant a démissionné en bloc. Les cadres vides sont repris par des hommes nouveaux qui ne craignent pas de faire leur cours en uniforme, de considérer le salut fasciste comme une obligation. Les Italiens ont véritablement le goût de la pompe; ils ont le sens inné de la bouffonnerie et sont les premiers à comprendre les aspects parfois ridicules de leurs démonstrations. C'est un slogan que de parler de l'esprit critique des Français. Et cependant il n'existe pas à côté de celui de nos voisins. Ils connaissent parfaitement leurs défauts et sont les premiers à les tourner en dérision. C'est là une des plus curieuses contradictions de leur caractère.

***

Quoiqu'il en soit, le Fascisme a provoqué un **prodigieux élan de l'esprit sportif** en Italie. On peut parler du « gain d'un bien-être physique au prix d'une pourriture morale. » ...Puis la guerre est entreprise contre l'Ethiopie. Le gouvernement lance une violente propagande contre la France et l'Angleterre, propagande assez difficile à diriger du fait d'une certaine sympathie des Italiens à notre égard. Mussolini marque quelques points grâce à ses groupes universitaires. Il échoue en partie dans sa politique avec l'Allemagne, ennemie de l'Italie du Nord jusqu'en 1935, surtout en ce qui concerne les anciens combattants Italiens. Les Jeunes éprouvent à leur tour un malaise. Ils ont le sentiment de ne pas être du bon côté. Ils sont aigris contre les Allemands. En 1939, la situation de la jeunesse est extrêmement difficile, partagée comme elle l'est entre la sensation d'une noyade imminente et le désir de sauver sa peau, non pas celle de la collectivité. D'où les redditions en masse des soldats italiens. Tous ceux qui se sont battus contre eux, au début de la guerre, se souviennent de leur visage hilare quand il se constituaient prisonniers. Les visages allemands, au contraire, paraissaient austères, fermés, menaçants — nous parlons ici des troupes originaires des deux armées —; les sodats italiens, d'ailleurs, avaient toujours d'excellentes raisons de se rendre. Ce n'était pas la faim, ni le manque de munitions qui les faisaient déposer les armes. Ils se lançaient dans de prodigieuses péroraisons pour se justifier...

Aujourd'hui, **que reste-il des vingt années d'efforts fournis par le Fascisme ?** Fort peu de choses, en vérité. La jeunesse a été touchée sur une couche très superficielle. On peut presque oublier le Fascisme. L'esprit est mort avec le chef. Toute différente est la question du Nazisme. Un grand écrivain allemand « Thomas Mann » dit que « leurs jeunes classes sont complètement pourries », qu'il « faudrait les fusiller tous » et qu'enfin « la génération est complètement perdue ». En Italie, on évoque toujours le Fascisme pour le mépriser. Il faut reconnaître que les démonstrations germanophobes des étudiants, sous l'occupation allemande, ont été nombreuses, notamment à l'Université de Rome. Ils se sont révoltés à plusieurs reprises contre l'enseignement de leurs maîtres, révoltes qui ont abouti à de véritables fusillades de la part des Alemands. Après la campagne de 1944 en Italie, les jeunes se montrèrent très violemment anti-communistes et particulièrement anti-Russes. « Nous espérons, disaient-ils, que les Américains et les Anglais resteront pendant cinquante ans ».

Du panache... !

***

Aujourd'hui, ils veulent la République. Ils n'ont pas compris que le mot est périmée, la chose morte ou agonisante en Europe. Ils veulent aussi faire leur expérience du régime démocratico-parlementaire, sans bien réaliser le rapprochement insensible qu'il leur faut tenter, dans ce but, auprès des communistes. Jusqu'alors on mettait la monarchie italienne « en niche ». Mais les Italiens ont besoin d'une tête de turc pour lui imputer les fautes commises ces dernières années; 90 % des jeunes, au moins, sont opposés au retour de la monarchie italienne surtout avec le beau prince Humberto, dont la réputation n'est pas fameuse. Mais les hommes qui ont dépassé la quarantaine se rattachent désespérément à l'idée monarchique, seule capable à leurs yeux de maintenir une unité tant morale que territoriale. La jeunesse, au contraire, accuse nettement la monarchie d'avoir mené le pays au Fascisme et à la défaite.

Cependant, **l'influence de la Russie croît sans cesse en Italie.** Si les Italiens parviennent à se redresser de leur incroyable décadence morale et matérielle, ils peuvent faire partie d'un groupe de puissances européennes de l'Ouest équilibrant la puissance orientale. Les esprits sont prêts à accepter de nouvelles idéologies. L'Italie est capable de produire plus de héros qu'on ne le pense généralement et ses soldats ne sont pas tellement mauvais, quand ils réussissent à se mettre d'accord sur les motifs qu'ils ont de se battre. Malheureusement, des indices inquiétants de russification nous parviennent de l'autre côté de la frontière, et l'étonnement mécontent des Italiens devant les résultats de notre Referendum est, à cet égard une indication assez significative de l'état actuel de l'opinion chez nos voisins.

Régis-G. THOMAS.

ENCORE A PROPOS DE L'ECOLE LIBRE

Dans notre numéro de novembre, nous présentions le journal JEUNESSE en ces termes :

« Si JEUNESSE s'en prend largement, dans chacun de ses numéros, aux trusts, aux bourgeois et à l'Eglise, les Jeunesses Socialistes n'en donnent pas moins l'impression sympathique de lutter à visage découvert et loyalement. »

Nous allons être malheureusement dans l'obligation de réviser notre jugement, notamment à propos de la question de la liberté de l'enseignement.

Dans son numéro du 21 mars, JEUNESSE n'hésite pas, en effet, à user de la calomnie pour frapper l'esprit de ses lecteurs. Jugez-en :

Les cardinaux et archevêques de France viennent de proclamer qu'ils « n'accepteraient à aucun prix le monopole de l'enseignement, sous quelque forme qu'il se déguise ».

Entendez bien qu'ils s'opposeront à ce monopole s'ils n'en sont pas les bénéficiaires. Mais proposez-leur de contrôler tout l'enseignement, alors vous verrez qu'ils ne seront plus tout à fait du même avis.

Parce que pour eux, la liberté de l'enseignement, cela signifie « liberté d'enseigner », ce qu'ils veulent. Ce qui est tout de même assez différent.

Mais où leur déclaration devient assez comique c'est lorsqu'ils demandent aux familles de « se grouper, et de faire valoir » les éminents services que leurs écoles rendent au pays ».

Eminents services ? A propos de quelles écoles sortaient donc les Pétain et autres Weygand ?

C'est tout !

Non, ce n'est pas tout... De quelle école sortaient donc les Doriot, Laval...? de l'école laïque, publique et républicaine.

Qui veut trop prouver ne prouve rien, sinon que la calomnie est nécessaire aux jeunes socialistes quand les arguments sérieux leur font défaut...

LES SOCIALISTES CONTRE LA J.O.C.

Il faut croire que les Jocistes sont du même avis que nous puisque André Villette, dans le numéro de JEUNESSE OUVRIERE du 13 avril, écrit sur le même sujet :

Que des camarades qui ne vivent pas notre idéal nous combattent, c'est leur droit, mais qu'ils utilisent pour cette lutte les armes de l'erreur et du mensonge, ils nous permettront alors de leur dire très sincèrement que le combat n'est plus loyal.

L'hebdomadaire « Jeunesse », organe officiel des Jeunesses socialistes, vient en effet de publier dans sa « Tribune du Militant » un article sur notre mouvement ou la fantaisie s'allie à la pure calomnie.

Cet article, destiné à informer les militants socialistes du danger de la J.O.C., risque bien de ne fournir aux jeunes militants de la S.F.I.O. qu'une perspective par trop cavalière de ceux qu'ils considèrent comme leurs adversaires.

Voici donc quelques-unes des « perles » de « Jeunesse ». Tout d'abord, parlant des premières années de la « J.O.C. », « Jeunesse » signale que notre mouvement « parvint à s'étendre rapidement appuyé par des moyens financiers considérables ». Voilà au moins une affirmation « gratuite » qu'il est impossible à nos camarades socialistes de prouver et pour cause ! Pour notre part, nous sommes fiers de rejeter ces calomnies. Jamais notre mouvement n'a reçu de subsides ni du patronat, ni de l'Etat, ni de l'Eglise, notre comptabilité en fait foi.

Notre mouvement a toujours été financé par des jeunes travailleurs et par eux seuls. La J.O.C. est pauvre ou plus exactement elle est riche de sa pauvreté qui lui permet de n'être inféodée à aucun parti.

Aussi, JEUNESSE, qui n'aime probablement pas avoir tort, répond dans son numéro du 18 avril :

JEUNESSE OUVRIERE, organe de la J.O.C., a bien voulu nous consacrer son dernier éditorial.

Il paraît que nous sommes des fantaisistes et des calomniateurs.

PANORAMA DE

Ce numéro étant presque exclusivement réservé à notre conférence nationale de Perpignan, nous n'aurons pas le plaisir de répondre, dès cette semaine, au long article que nous a consacré A. Villette rédacteur en chef de JEUNESSE OUVRIERE.

Les jocistes, dans cet article nous traitent de camarades. Nous tenons à apporter dès maintenant cette précision : pour nous, la J.O.C. est l'instrument de la classe opprimante et du cléricalisme. Nous ne considérons pas ses adhérents comme des camarades, mais comme des ennemis irréductibles de la classe ouvrière.

M. P.

Quand on ne sait que répondre, on déclare la guerre. C'est plus facile, évidemment... Au moment où la France a besoin de tous ses enfants pour relever ses ruines, l'union de tous est plus que jamais nécessaire. Si elle ne peut se faire, il faudra se souvenir que les Jeunesses Socialistes s'y sont refusées. Les Mesniers sont placés pour le savoir...

*
**

Nous avons déjà vu les partisans des « oui » et des « non » s'affronter en octobre dernier, mais ce n'était que pour l'élection d'une Constituante d'une durée limitée. Cette fois, l'enjeu de la lutte était d'une autre importance, puisqu'il s'agissait de l'adoption ou du rejet d'une Constitution engageant tout l'avenir de la France et pour une durée théoriquement illimitée.

Dans cette lutte, toutes les armes ont été jugées bonnes, y compris le mensonge et la calomnie. Qu'on en juge par cet article paru dans l'AVANT-GARDE du 24 avril sous le titre : « Votez OUI pour la République nouvelle.

La guerre des "

Grâce à la fermeté des élus communistes fusant de céder aux pressions des apôtres la conciliation à tout prix, une forte majo républicaine s'est comptée sur la nouv charte constitutionnelle.

Cela n'a pas été sans mal.

Les conservateurs de tous poils s'étai acharnés depuis le début à retarder le vote la Constitution ou à y introduire des disp tions antidémocratiques .

De la part des néo-fascistes du P.R.L., d'étonnant.

Plus surprenante ont été les manœuv venues du côté des hommes du M.R.P., hommes nouveaux, qu'ils disent. *Voici que Menthon, Schumann et leurs amis se font ardents défenseurs du Sénat nouvelle form Voici qu'ils proclament leur méfiance à l'ég de la volonté populaire en proposant d'in tuer toutes sortes de freins, de barrières et contrepoids.*

A tel point qu'aujourd'hui beaucoup Français traduisent les initiales du M.R.P. Maintien du Régime Provisoire.

HOMMAGE

A l'occasion du 350e annive faire de Descartes un des précurs la Méthode » reste jeune malgré le a disparu et la passion politique s

En 1937, le Front Populaire avait célébré le 300e anniversaire du « Discours de la Méthode » comme une date de l'histoire du marxisme. En ce mois de mai 1946, nous avons pu voir, à la Nation M. Léon Jouhaux, et en Sorbonne M. Thorez, rendre au philosophe un hommage qui ne manquait certes pas d'imprévu.

Qu'en eût pensé Descartes, lui qui reprochait à Sénèque « *de trop s'étudier à orienter son élocution au risque de ne pas être assez exact à l'expression de sa pensée* » ?

Qu'eût-il pensé en voyant ces rhéteurs célébrer comme un dogme le cartésianisme qu'ils ont peu à peu réussi à étouffer et dont on a pu dire qu'il était mort au cours de ces derniers lustres ?

En effet, cette célébration éclatante du cartésianisme n'est pas une des moindres contradictions de cette époque du désaxement politique et moral, en un moment où la tyrannie des passions marque au fer rouge la gestion publique en se substituant à la raison.

Il n'est pas douteux que, vivant au xxe siècle, Descartes eût porté sur notre époque un jugement quelque peu défavorable plus empreint de pitié que de sévérité, tant apparaissent contraires à *La Méthode* et la conception moderne de la vie avec l'usage que l'on en fait et l'ordre de priorité accordé à l'enchaînement des phénomènes, par suite du bouleversement des valeurs philosophiques, morales ou matérielles.

Les principales causes du trouble contemporain peuvent en effet, se résumer aux causes suivantes :

1° Les caprices et les variations de la terminologie politique et économique ;

2° L'incapacité d'accorder aux faits un ordre de valeur, en faisant abstraction des passions partisanes ou idéologiques ;

3° Le déchaînement de ces passions, conséquence normale et inévitable des causes précédentes.

Le « slogan » a remplacé le raisonnement, le mot « tout fait », le mot « à tout dire » voile la paresse et l'impuissance intellectuelle ; il permet de capter l'esprit des masses par une série de formules magiques qui travestissent dangereusement les causes et les effets, en les simplifiant à leur usage.

Descartes écrit, dans ses *Principes :* « *La différence qu'il y a entre les grandes âmes et celles qui sont basses et vulgaires, consiste princ lement en ce que les âmes vulgaire laissent aller à leurs passions, au lieu les autres ont des raisonnements si et si puissants, que, bien qu'elles aient des passions, et même souvent de violentes que celles du commun, leur son demeure néanmoins toujours la*

LA PRESSE JEUNE

...ll" et des "NON"

C'est à cela que nous aboutirions si le 5 mai il se trouvait une majorité de Français pour suivre les conseils des réactionnaires, des déchets de Vichy, des miliciens libérés et de tous les serviteurs des boches.

En fait d'arguments, la jeunesse d'extrême-gauche se contente de slogans dans le genre de ceux-ci :

Dire OUI à la Constitution, c'est dire

***OUI** à la République,*
à votre avenir.

(AVANT-GARDE du 1er mai.)

Pour l'école laïque ***OUI***
Contre la réaction

(JEUNESSE du 25 avril.)

P.R.L. M.R.P.,
Radicaux et Vichystes,
Toute la Réaction votera NON.
C'est déjà amplement suffisant
Pour que vous votiez OUI.

(JEUNESSE du 2 mai.)

Certains journaux marxistes se sont essayés à défendre par des arguments plus motivés la position des « oui ». Cette Constitution, que le président Gouin lui-même déclarait fort imparfaite, leur a inspiré des réflexions assez malencontreuses.

Le REVEIL DES JEUNES commence en ces termes :

Dans quelques jours, tous les Français et Françaises âgés de plus de vingt ans devront se prononcer sur le sort de la IVe République. Par un referendum, le peuple français et l'Union française devront sanctionner la Constitution élaborée par l'Assemblée Nationale Constituante.

La Constitution n'est pas parfaite, mais elle est humaine, car « les droits de tous sont inviolables et sacrés ».

Deux phrases, deux erreurs. Rappelons au REVEIL DES JEUNES :

1° Qu'il fallait avoir 21 ans pour voter le 5 mai et être Français d'un département français. Les peuples de l'Union française ne sont pas consultés.

2° Que les droits de l'homme et du citoyen ne sont plus inviolables ni sacrés, mais « limités par la loi ».

« **J** », HEBDOMADAIRE ILLUSTRE POUR LES JEUNES, après s'être excusé de faire ouvertement incursion dans la politique (il nous avait accoutumés à moins de franchise), défend aussi le OUI avec des arguments pour le moins curieux.

Le 4 mai, il publiait un éloge dithyrambique de la Constitution. On jugera la valeur de ses raisons par ce simple paragraphe :

Il ne nous est pas indifférent que, dans cette Constitution de 1946 qui marque une étape importante vers l'instauration d'une plus complète démocratie, on trouve le principe de la liberté de la presse en même temps que l'assurance que tous ceux qui se sont mis au service de l'ennemi seront privés des moyens d'expression...

Que pensez-vous de cette « liberté » qui « prive de moyens d'expression » les Français qu'il plaît au gouvernement de juger suspects ?

ESSOR consacre à la bataille du referendum un très long et très important article, le 2 mai. Nous regrettons de n'en pouvoir citer que de brefs passages.

Pour faire avaliser un gouvernement du type conventionnel à un peuple qui n'en veut visiblement pas, il faut se garder de l'effaroucher.

Il faut, au contraire lui présenter la chose comme le triomphe de l'ordre, du stable, du définitif. D'où la campagne contre le « non » fauteur de provisoire, d'instabilité, de méfiance pour l'étranger.

Mais les militants se moquent bien de ces turlutaines. Ce qu'ils veulent, eux, c'est le chambardement et pour eux, pour eux seuls, on dévoile les intentions des stratèges du parti. La « Convention », c'est l'étape décisive des périodes révolutionnaires. Seul un gouvernement d'assemblée, mû par les passions, sans contrôle et sans frein, peut opérer dans le vif, traquer les bourgeois, libérer les prolos ; d'autant plus que la conjoncture mondiale va peut-être ressembler bientôt à la conjoncture européenne de 1793...

... Et quand nous songeons — car ce sont les jeunes avant tout qui se sont battus — que c'est sur nos sacrifices, nos labeurs, nos combats, notre sang et les cadavres de nos camarades que cet immense édifice d'escroquerie au patriotisme et à la liberté a pu être édifié, nous avons le devoir de crier notre dégoût et de répondre « NON ».

Malgré une débauche de peinture, d'affiches de toutes formes et de toutes couleurs, les « oui » ont mordu la poussière et les « non » l'emportent avec plus d'un million de voix de majorité.

L'AVANT-GARDE écrivait pourtant, le 1er mai : « Les « oui » écraseront les « non ».

Dans notre prochain numéro nous suivrons les réactions de la presse jeune à la suite de ce déplacement de majorité. Il reste à savoir si les élections du 2 juin confirmeront ce redressement. Pour nous, jeunes monarchistes, les mots de « droite » et de « gauche » n'ont pas de sens. La véritable leçon de ces événements, nous l'emprunterons à l'ACTION ROYALISTE qui rappelle opportunément ces lignes d'Henri IV :

« Qui a jamais ouï qu'un Etat puisse durer, quand il y a deux partis dedans qui ont les armes à la main ? QUE SERA-T-IL DE CELUI OU IL Y EN A TROIS ?

... Que feront les principaux habitants qui tiennent tous les offices ou aux Finances, ou à la Justice, ou à la Police, ou aux Armes, et comptent chacun entre leur fortune domestique la valeur de leur état ? Cela est perdu si la monarchie se perd. Qui leur donnera le libre exercice de la marchandise ? Qui leur garantira leurs possessions aux champs ? Qui tiendra l'autorité de la justice ? Quels en seront les degrés ? Qui commandera leurs armées ? Somme : quel sera leur ordre ? Pauvres abusés ! Cette fureur durera pour un temps. Tout ainsi comme l'on dit que la fièvre pour un temps nourrit le malade. Mais de penser que sur des fondements de colère et de vengeance on puisse établir une intelligence assurée et une forme d'Etat durable, cela ne se peut...

Henri IV, dans ses Lettres Missives, d'où nous avons extrait ces lignes, a clairement défini le sort d'un peuple privé de son chef naturel : le roi.

L'intérêt de cette citation réside encore essentiellement, à quelques mots près, dans son actualité, les causes du malaise de l'heure sont merveilleusement exposées et Henri IV nous montre la seule voie à suivre : rétablir la Monarchie dans toute sa puissance.

DESCARTES

...e de sa naissance, on s'est appliqué à ...du marxisme. Mais si le « Discours de ...les, la méthode, depuis quelques années, ...nte de plus en plus la raison.

tresse... » Et nous voilà bien près de la sage et fameuse parole : « *Il faut toujours raison garder.*»

Car, bien qu'il écrive à Elisabeth, princesse palatine : « *Je ne suis pas d'opinion qu'on doive s'exempter d'avoir des passions...* », « *il suffit*, ajoute Descartes, *qu'on les rende sujettes à la raison, et lorsqu'on les a ainsi apprivoisées, elles sont quelquefois d'autant plus utiles qu'elles penchent plus vers l'excès* ».

Il y a ainsi dans ces quelques extraits l'énoncé du principe fondamental appelé à régler toute politique et malheureusement classé de nos jours là la vitrine des antiquités. Seule, la passion a survécu; semant loin derrière la raison pure et la sagesse, elle préside maintenant, par une inconcevable erreur, à nos jours futurs et à notre destinée.

D'ailleurs, Descartes n'avait point perdu de vue la philosophie politique et, dans sa *correspondance avec la princesse Elisabeth*, il émet sur le maniement de l'opinion voire sur les rapports d'Etat à Etat, des principes qui ne cadrent guère avec les pratiques actuelles, mais n'en conservent pas moins leur vigueur et leur vérité.

La vraie leçon de Descartes, nous la trouvons peut-être dans ses *Règles de la Morale*, la première de ces règles étant « *d'obéir aux lois et aux coutumes de son pays, retenant constamment la religion en laquelle Dieu m'a fait la grâce d'être instruit dès mon enfance, et me gouvernant, en toute autre chose, suivant les opinions les plus modérées et les plus éloignées de l'excès, qui fussent communément reçues en pratique par les mieux sensés de ceux avec lesquels j'aurai à vivre* ».

Nous voilà bien loin, n'est-il pas vrai, de la révolte marxiste contre la société, contre la religion et contre l'ordre simplement humain des sages.

Cette sagesse, c'est celle qui lui faisait répondre à ceux qui voulaient lui faire embrasser la religion réformée : « *J'ai la religion de mon Roi.* »

Dans les principes mêmes de notre Accordance, dans notre volonté de juger sainement et *sans passion* des événements et des hommes, nous retrouvons la volonté d'échapper à ce reproche que Descartes faisait aux âmes faibles « *dont la volonté ne se détermine point à suivre certains jugements mais se laisse continuellement emporter aux passions présentes* ».

Hélas ! le bon sens n'est plus chez nous, comme au XVIIe *siècle*, « *la chose du monde la mieux partagée* ».

La Méthode a disparu. La passion politique a supplanté la Raison.

Que, du moins, les Monarchistes, et parmi eux tout d'abord les Mesniers, n'encourent pas ce reproche. Ainsi, par eux, l'essentiel sera sauvé.

Deux rassemblements de jeunes :

LA CONFÉRENCE NATIONALE DES **JEUNESSES SOCIALISTES**

Les Jeunesses Socialistes ont tenu à Perpignan, du 20 au 22 avril, leur deuxième congrès national depuis la Libération. Cinq cents délégués représentaient les différentes fédérations départementales. A cette manifestation, assistaient également des représentants de nombreux pays étrangers, notamment l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Bulgarie et la Roumanie.

L'U. J. R. F. (communiste) avait également envoyé une délégation, mais, celle-ci ne fut admise qu'à la dernière journée du congrès, après une discussion animée.

En effet, Roger MISTRAL, secrétaire national des J.S. avait pris l'offensive dès la première séance du congrès et nettement accusé les Jeunesses Communistes « camouflées sous le nom d'U.J.R.F. » de s'être dressés contre les Jeunesses Socialistes, « au même titre que la J.O.C. ».

Les délégués étrangers se bornèrent, avec un ensemble parfait à réclamer une action décisive contre Franco.

La séance du samedi fut, à bien des égards, la plus intéressante. Elle marqua, en effet, la volonté bien arrêtée de la majorité des délégués de « liquider » le bureau en fonction, présidé par ALEXANDRE et MISTRAL. Les critiques les plus sévères leur furent adressées, notamment « de n'avoir pas suffisamment fait preuve d'activité et d'avoir manqué d'initiative ». Sur cinq rapports présentés par le bureau, quatre furent repoussés à une très forte majorité.

Le dimanche, un important meeting permit à Daniel MAYER, secrétaire général du Parti Socialiste, et à TANGUY-PRIGENT, ministre de l'Agriculture, de commencer la campagne électorale.

Le lendemain, le Congrès définit la position des Jeunesses Socialistes en face des autres mouvements de Jeunesse. Plusieurs motions furent adoptées : contre « l'attaque combinée des trusts et de l'Eglise contre l'Ecole laïque », contre la J.O.C. Après avoir recommandé à leurs adhérents « d'utiliser au maximum » (!) les maisons de jeunes et les foyers ruraux, les J.S. leur demandent d'adhérer aux Auberges de la Jeunesse, à la F.S.G.T. et aux Eclaireurs de France « qui offrent toutes garanties morales » et décide d'apporter sa participation totale au FRONT LAÏQUE DE LA JEUNESSE ANTIFASCISTE proposé par le Mouvement laïque des A.J.

Notons enfin que les deux Secrétaires nationaux, jugés trop timorés, ALEXANDRE et MISTRAL durent se retirer. Le nouveau secrétaire national est Marcel ROUSSEAU, le même qui, tout récemment, adressait au « Courrier de la Mesnie » la réponse si spirituelle (?) que nous avons publiée dans notre dernier numéro.

Nul doute que, sous sa vigilante impulsion, les Jeunesses Socialistes n'accentuent encore, « devant un cléricalisme qui tend à rétablir les privilèges », une tendance à l' « action directe » qui n'a cessé de se manifester depuis quelques mois. Nous ne serons pas les seuls à le regretter.

MOTION RELATIVE AUX MOUVEMENTS CONFESSIONNELS

Le congrès constatant que les associations catholiques de France ont approuvé et soutenu la politique de Vichy, qu'elles ont reçu d'importantes subventions du maréchal, qu'il s'agit d'organisations réactionnaires et hostiles à toute évolution sociale.

Décide qu'aucune relation ne peut exister entre ces mouvements et les Jeunesses Socialistes ;

Adresse un pressant appel aux jeunes ouvriers abusés par ces organisations ;

Leur demande de rejoindre nos rangs où ils trouveront dans le respect de toutes les opinions religieuses et philosophiques le véritable esprit révolutionnaire, démocratique et laïque.

Il y a cinquante ans

Mgr le Duc d'Orléans refusait d'être Député...

Le 3 mai 1896, de son exil de Villarmanique, Mgr le duc d'Orléans écrivait au duc d'Audiffret-Pasquier, sénateur et président du Comité Monarchiste de Paris, une lettre vive, ardente, jeune, flamboyante qui reste comme un témoignage de sa clairvoyante et vraiment royale dignité.

Un groupe de « jeunes amis des groupes ouvriers » avait demandé au Prince l'autorisation de poser sa candidature au siège de député laissé vacant par l'élection au Sénat d'un parlementaire royaliste, le comte de Maillé. Il s'agissait simplement d'une manifestation sur le terrain électoral puisque l'héritier du trône de France n'était pas éligible. Mais, dans l'esprit de ses promoteurs, le vote de « tous les braves gens », désignant l'exilé « comme le bon serviteur du pays » lui eût permis de se mêler plus étroitement au peuple, comme ses ancêtres aimaient à le faire.

Paternellement, mais fermement, le Prince saisit cette occasion de redresser certaines conceptions erronées en définissant le rôle véritable de la Monarchie nouvelle.

« Ceux de qui je tiens affrontèrent bien d'autres luttes et bien d'autres hasards que ceux dont votre zèle s'inquiète. »

Et, dépassant le simple cadre d'une candidature, Philippe VIII rappelle avant tout la nécessité de l'action. « Il faut choisir entre figurer la Monarchie et la faire... Si vous croyez que la Monarchie française s'est faite dans le passé et peut se refaire dans l'avenir par l'affectation d'une dignité immobilisée vers de lointains rivages par la grandeur de ses traditions et se jugeant elle-même trop haute pour se mêler aux hommes et aux choses, nous ne sommes pas du même avis. »

La Monarchie est un régime qui sait s'adapter à toutes les époques et à tous les systèmes de gouvernement, donnant à chacun le caractère d'union, d'unité, de continuité, de mesure propre à la Royauté héréditaire. Le prince dénonçait donc « l'absurde légende d'une prétendue incompatibilité entre le droit monarchique et le droit électif, alors qu'il ressort de l'étude de ce siècle que les deux principes tendent incessamment à se combiner et à se confondre dans des régimes transactionnels. »

Mgr le duc d'Orléans ne se présenta donc pas aux élections. Le souvenir récent de de l'aventure boulangiste, la tradition continue de la Monarchie qui fait du Prince non pas l'homme d'un parti mais l'arbitre entre les partis ; le désir de séparer nettement la tradition capétienne de tout ce qui aurait pu rappeler un vote plébiscitaire en faveur de quelque aspirant dictateur firent échouer ce projet, au premier abord séduisant. Mais la lettre du chef de la Maison de France avait montré son ardent désir de se mêler au peuple comme Henri IV et comme saint Louis et de revendiquer pour sa famille, non pas un siège de député, mais la plus haute responsabilité qu'un homme puisse assumer ici-bas : la direction d'un peuple qui n'existe que par l'action de ses ancêtres et qui ne revivra que par celle de ses héritiers.

LE CONGRÈS DE LA **J. I. C. F.**

En 1936, quelques jeunes filles des milieux indépendants, remplies d'angoisse en voyant à quel point, autour d'elles, on oubliait la doctrine du Christ, se groupèrent pour faire pour leur milieu, ce que la J.O.C. avait déjà fait pour le monde ouvrier : la Jeunesse Indépendante Chrétienne Féminine était née.

Dix ans plus tard, ce mouvement dont l'essor avait été rapide, malgré les difficultés nombreuses qui purent en retarder le développement, réalisait un congrès dont le succès a dépassé toutes les espérances.

Dès le lendemain de la Libération, l'idée de ce congrès avait été lancée ; après un an de sérieuse préparation aussi bien matérielle que morale, il a été concrétisé, les 23, 24 et 25 avril 1946, dans un rassemblement imposant de jeunes filles venues de tous les milieux et de toutes les parties de France et de l'Empire. La présence de délégations étrangères : belge, suisse, anglaise, canadienne, américaine, luxembourgeoise, portugaise, élevaient cette manifestation sur le plan international.

Du point de vue pratique, ce congrès a été marqué comme tous les congrès nationaux par des assemblées générales ou régionales des réunions de groupes spécialisés à l'étude de tel ou tel problème particulier (les carrefours), mais plus que cet aspect matériel c'est sur le plan spirituel qu'il convient d'envisager toute la portée de ce congrès.

A une époque où règne le matérialisme le plus destructeur, à un moment où, le monde à peine sorti d'une guerre sanglante et plus divisé que jamais, on arrive à envisager la possibilité d'une nouvelle conflagration universelle dans un pays surtout où la déschrétianisation sous couvert de laïcité semble gagner chaque jour du terrain, il est particulièrement réconfortant de voir des jeunes filles témoigner ouvertement que la morale chrétienne n'a pas complètement perdu la partie chez nous et que les messages d'amour et de charité qui nous ont été apportés il y a plus de 2.000 ans sont plus impérissables que les appels à la haine que nous sommes habitués à entendre.

Le thème du congrès était « Bâtir la chrétienté dans l'amour ». Ce mot d'ordre proclamé hautement dès la séance d'ouverture au stade Roland-Garros en présence d'une assistance de plus de 10.000 personnes sous la haute autorité des cardinaux et archevêques présents, a trouvé son apothéose dans la messe pontificale célébrée le mercredi 24 avril, à 17 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

C'eût été encore plus magnifique si, conformément au plan prévu, cette messe pontificale avait eu lieu en plein air dans les Jardins du Trocadéro. Mais le gouvernement actuel prétendu français a cru intelligent de s'opposer en dernière minute à cette explosion populaire de foi dans les destinées chrétiennes de la France.

Comment ne pas signaler en opposition à cette attitude peu correcte du gouvernement l'enthousiasme avec lequel les particuliers ont su répondre à la J.I.C.F. pour fournir un toit aux congressistes de passage à Paris.

Mais comme le dit Mlle Suzanne Lize, secrétaire générale de la J.I.C.F. : « On a voulu ramener le Christ à l'Eglise, on n'a pas voulu qu'il aille à la foule...

Mais ce qu'on ne sait pas, c'est qu'on n'endigue pas le Christ c'est qu'on n'enferme pas l'Eglise dans une maison, fût-elle Notre-Dame de Paris.

« Du tabernacle de Notre-Dame à nos cœurs..., de nos cœurs à la foule... la chaîne du Christ s'organise et rien ne peut arrêter son message d'amour. »

Puissent les Jicistes contribuer avec nous à refaire la France « la Fille aînée de l'Eglise ».

au royaume de l'esprit

« Et j'ai revu l'enfant unique : il m'a semblé que s'ouvrait dans mon cœur la dernière blessure. »

(Sagesse).

UN DRAME ROYALISTE DE VERLAINE

Verlaine, poète royaliste ! Voilà qui étonnera bien des gens. Même les plus fervents disciples du « pauvre Lelian » ignorent sans doute cet aspect peu connu du poète.

Nous sommes heureux de pouvoir combler cette lacune en précisant un point d'histoire littéraire.

C'est en 1893, cent ans après la Terreur, que Verlaine, ému dans sa sensibilité la plus profonde par la détresse du petit Dauphin prisonnier, résolut de lui consacrer un drame en vers. Un drame ! C'était un rude travail et bien peu dans sa manière. Il se mit à la tâche, mais ne put achever que le premier tableau...

Voici en quels termes son ami Henri Degron raconte cette anecdote :

« Il y a trois ans, au 16 de la rue Saint-Victor, — chambre pauvre, mais claire et gaie, quelques fleurs, quelques oiseaux — demeurait Paul Verlaine. Un jour que je l'allai voir, — mon pélerinage familier —, je le trouvai en proie à une excitation, à une nervosité extrêmes.

— Maître, qu'avez-vous ?

— Ce que j'ai ? ...Mais figurez-vous que me voilà attelé, — quelle fantaisie, hein ? — à une grande machine : un drame !...

— Un drame ? Ah bah ! Et... le titre de ce drame !...

— Louis XVII ! ! !

— Oui, mais, selon vous, que jouera Louis XVII ?

— Qui ? He bien, un enfant : Sarah Bernhardt !...

Et le Maître d'ajouter, avec un bon rire d'enfant :

— Parce qu'elle joue à ravir et parce que je veux profiter de sa maigreur !

Ce drame inachevé est resté, depuis cette date, à peu près complètement inconnu. Je ne crois même pas qu'il figure dans les « Œuvres complètes » du poète. Il fut publié, cependant, le 1er avril 1897, dans une revue littéraire : *La Plume*, dont nous avons eu la chance de retrouver un exemplaire.

Ce fragment inédit et complet compte 230 vers. Ils sont loin de figurer parmi les meilleurs de son œuvre. Verlaine, toujours si sûr de son art, « maître de la langue et des rythmes », s'est astreint à une forme classique et régulière où il était manifestement mal à l'aise. *Louis XVII* est plein d'étonnantes maladresses. On ne manquera pas d'y trouver, cependant, un lyrisme, une flamme profondément émouvantes. Et l'on comprendra mieux, en lisant les larges extraits que nous offrons à nos lecteurs, avec quelle piété, quelle tendre ferveur l'un des meilleurs poètes de notre temps s'est penché au chevet d'un enfant-Roi. *Louis XVII* restera comme un témoignage de cette émotion, née au cœur d'un poète le jour où lui fut révélée la grandeur et la détresse d'un Roi.

Prince pire qu'un orphelin, fils dérisoire
D'un peuple révolté contre sa propre
[histoire.

Maurice COLINON.

Vive le Roi !

Le roi ! Le roi ?
Pas même un enfant ! Le fantôme
D'un roi très grand jadis, héritier d'un
[royaume
De fantômes, sujets morts, à naître, qui sait ?
Où dans le rêve d'un royaume mort dont
[c'est
Moi le roi mort, issu d'une race abolie.

(Un silence.)

Encor c'était quelqu'un, ce Simon de folie,
Quelqu'un ! et non ces rats, ces rêves, cette
[nuit,
Dans laquelle on entend comme une ombre
[qui fuit,
On dirait le fantôme encor d'un autre règne !
Et comment voulez-vous qu'un pauvre enfant
[ne craigne
Pas jusques à l'horreur; jusqu'à la mort de
[peur
Cette solitude inouïe et sa stupeur !...
Peuple ! Voilà deux ans que ce supplice dure.
Voyons, Roi, qu'est-ce ? Et qu'est-ce, Peuple ?
[L'homme au fond.
L'homme et la vie ainsi que les font et défont
L'heure, la place et les événements de l'heure
Et de la place avec Dieu, là-haut, qui
[demeure
Et c'est l'Egalité, non celle de Simon,
Me semble-t-il, à moins pourtant que le démon
Ne soit l'égal de Dieu...

(Désespérément, les yeux au ciel.)

Dès lors, mon Dieu que croire ?
Abîmes où je perds mon cœur et ma mémoire !
Quand j'étais le Dauphin, il n'y a pas long-
[temps,
O pas assez longtemps de ces temps écla-
[tants,
Où j'allais, beau petit bon dieu, dans un
[nuage
De poudre blanche fleurant fin, et le voyage
Sans cesse, au long de mon carosse, de pim-
[pants
Cavaliers, dragons verts, marquis bleus, fiers
[trabans,
Et l'acclamation, autour de foules folles,
Au milieu des drapeaux, des fleurs, des giran-
[doles,
De me voir si gentil, si joli, si petit;
Quand j'étais le Dauphin de France, qui
[l'eût dit ?...
Quand j'étais Monseigneur le Dauphin, l'am-
[ple aisance
De prélats en dentelle assistait ma présence
D'une cour éloquente aux suaves façons,
Parlant du ciel avec du miel dans les leçons
Qu'ils pralinaient « à mon usage », et vers
[les dames
Vite tournaient sur leurs talons en épi-
[grammes
En madrigaux après mon catéchisme sû.
Enseignement sitôt oublié que reçu !
Excepté d'aimer Dieu par-dessus toute chose:
Ah ! Qui m'eût dit, en cette enfance molle et
[rose,
Ceci ?
Puis mes parents ! Ce pauvre papa-roi,
Cette reine, ma mère, et son je ne sais quoi
D'aimable et de hautain, il faut bien que
[j'en parle.
Ils me baisaient au front, le soir, du nom
[de Charles,
Et je m'allais coucher, précédé d'un laquais,
Suivi d'un gentilhomme, et sous mes rideaux
[gais
M'endormais à travers ma prière engourdie
Charles, Dauphin, et dernier Duc de Nor-
[mandie,
Et je me réveillais dans ce même appareil
Dicté de loin par mon aïeul, le Roi Soleil !
Mais lui, Louis Quatorze, il eut au gré des
[dires
De mes instituteurs un début dans les pires :
Pauvre, presque en guenilles et quasi pri-
[sonnier !
Et lui sut s'affranchir, sans nul lui dénier
L'espace et l'avenir qu'il fit siens par sa race
Dont je suis pourtant !...
Mais Bourbon, c'est Capet aujourd'hui. Que
[m'importe,
Capet, Bourbon, çà sonnera de même sorte
Quand je serai Louis XVII de mon vrai nom
Proclamé par la voix loyale du canon !

Où plutôt; petit fou, tais ta voix pitoyable,
Ta voix qui fait pleurer mes yeux dans
[l'effroyable
Demi-jour qui se lève et va grandir encore,
Daim chétif en sursaut au son rêvé du cor,
Prince pire qu'un orphelin, fils dérisoire
D'un peuple révolté contre sa propre histoire
Et qui ne m'adopta, par un lâche décret,
Que pour faire périr mon droit mieux en
[secret.
Peuple ! Ce mot encor dans mon discours de
[rêve !
Peuple, que me veux-tu sans répit et sans
[trève ?...

(Ici des crieurs publics annoncent l'écrasement des « Brigands ».)

Les Brigands, ce sont mes soldats de Vendée !

(Ils annoncent la grande victoire des armées sans-culotte sur Pitt et Cobourg.)

La victoire, Villars autrefois l'eût portée
Chez eux !

(Les crieurs vocifèrent.)

Vive la République !

LOUIS XVII

Eh bien ! Et moi ?

(Se cramponnant aux barreaux de sa fenêtre, et à tue-tête.)

VIVE LE ROI ! VIVE LE ROI! VIVE LE ROI!

Paul VERLAINE.

Les livres

POUR QUI SONNE LE GLAS...

d'Hemingway.

Je plains les critiques de métier qui ne peuvent se plonger sans arrière pensée dans la lecture d'un ouvrage comme celui-ci où l'émotion vous est versée à toutes petites doses répétées, et s'insinue et pénètre et vous rive à ce coin de terre espagnole devenu le repaire de sombres révolutionnaires. Je ne saurais, pour ma part, qu'essayer de rendre l'impression d'angoisse et de tendre beauté qui a survécu longtemps à cette lecture : le relief des caractères, la tristesse de leur égarement moral et matériel, dans cette grotte, au fond d'un bois de pins, tout près du « pont ». Ce pont dissimulé en contre-bas, ce pont dont il est question à chaque ligne d'un récit de trois cents pages : ce pont, dont l'arche métallique, jetée sur la fraîcheur de la gorge, n'apparaît qu'à la fin « à travers la brume légère qui monte du lit du torrent ». Cette grande affaire du pont qu'un technicien « l'Inglès », envoyé par l'État-Major du Parti, doit faire sauter au troisième jour. Action centrale autour de laquelle les cœurs brûlent dans un décor de neige. Tout vous prend à la gorge. La vieille Pilar, plus assoiffée de combat, de sang, d'amour, que tous les hommes assemblés, y voit l'issue possible de la délivrance, tandis que le positif américain, tombé dans ce nid d'ardents contrebandiers, pense que cet infime chaînon du drame espagnol est peut-être une erreur de tactique. Pilar, c'est aussi le chœur antique de cette construction qui a la solide charpente d'un chef-d'œuvre classique. Dans un

(Suite au verso)

La Vie de la MESNIE

POUR QUI SONNE LE GLAS...

Suite

récit terrifiant qu'elle entonne aux oreilles de deux jeunes amoureux, elle reconstitue le passé du Parti, l'atrocité des premiers moments de la Révoution, quand les « Rouges » ont bloqué les rues de la petite ville avec des carrioles et dressé la plaza comme pour une capea. Au centre, le tauril humain, « L'Ayuntamiento », l'hôtel-de-ville où étaient enfermés les notables du pays. Ils sortaient pour tomber sous les coups d'une haie d'assassins armés de fléaux qui précipitaient ensuite leurs victimes dans l'abîme du fleuve. C'étaient les grandes heures de terreur où son homme, Pablo, tenait le rôle de chef et où, peut-être, il a perdu la foi. Il deviendra le personnage équivoque que le doute rend lâche. Pilar, c'est encore la sorcière qui lit dans sa main la mort du jeune héros, et complice et conseillère de l'amour, lui donne Maria. Maria, la douce victime d'atrocités passées et de la catastrophe à venir, qui se glisse auprès de l'Inglès comme un tendre animal, « un petit chevreau », dans la tiédeur du sac de couchage, pour le combler, en une nuit, de tout l'amour dont elle est capable. Cette nuit où la neige recouvre silencieuse les aiguilles de pin, où le vieux berger monte la garde au pied du sapin et sur qui pèse toute l'angoisse du monde, l'incompréhensible nécessité de détruire, tandis que le domaine de la construction, du bonheur, comme un jardin féérique, est toujours hors de portée. Honnête adepte de la cause, il voudrait qu'elle soit pure : « J'ai tué, oui, et je le ferai encore, mais si je vis après cela, j'essaierai de vivre de telle façon, en ne faisant de mal à personne, que je serai pardonné ». Mais par qui ? « Qui sait ? Puisque nous n'avons plus de Dieu ici, ni son Fils, ni le Saint-Esprit, qui est-ce qui pardonne ? Je ne sais pas ». — « Vous n'avez plus de Dieu ? » — « Non, homme... et sûr qu'il me manque, élevé comme j'ai été dans la religion. Mais maintenant, il faut qu'un homme soit responsable envers lui-même. » — « Alors c'est toi qui te pardonne d'avoir tué ? » — « Je crois » dit Anselmo » je crois que ça doit être vrai. »

Tandis qu'il se livre au « sentiment océanique » comme disait Koestler, le danger monte : un petit poste voisin est attaqué, encerclé, perdu. Un émissaire est envoyé au delà des lignes ennemies chercher les ordres derniers au grand quartier du Parti. Il remonte traqué, suspecté, le courant des échelons militaires, des convois enchevêtrés qui sentent la défaite, à la recherche d'un chef et de l'ultime consigne pour ses partisans restés là-bas, loin de l'autre côté des armées. Trop tard... il ne pourra pas rejoindre le poste à temps pour arrêter l'inutile drame du pont. C'est l'heure fatale où l'affreux engrenage se déclenche. Il faut tuer, se faire tuer, mais pour qui sonne le glas ?

M.J.T.

A NOS LECTEURS

Si notre idéal est le vôtre ; si nos efforts vous intéressent ; si le « Courrier » a su gagner votre sympathie, donnez-nous les moyens de poursuivre notre action, donnez-nous les moyens d'améliorer sans cesse notre « Courrier » et pour cela :

SOUSCRIVEZ !

en adoptant l'une des trois formules suivantes :

Membre souscripteur, 100 francs.
Membre donateur, 200 francs.
Membre bienfaiteur, 500 francs.

Adressez toutes vos demandes à :

« LA MESNIE »,
11, Faubourg Montmartre,
Paris (9e)
C.C.P. 5320-75, Paris.

Si l'activité de la Mesnie peut paraître aux profanes assez réduite, — les manifestations auxquelles elle est appelée à participer étant assez rares en ce moment, — sa vie intérieure n'est pas pour cela inexistante et continue à se concrétiser dans des réunions d'études hebdomadaires, sans parler des contacts personnels que les Mesniers ont fréquemment entre eux.

Signalons brièvement les grands sujets de conférence qui ont été traités depuis la parution de notre dernier Bulletin.

Le 5 avril, un éminent spécialiste des questions d'hygiène sociale nous traitait le sujet : « *Démocratie et alcoolisme* », démontrant sans peine que celui-ci est la conséquence directe de celle-là.

Ce même jour, avant la conférence, une cérémonie toute intime mais très émouvante avait marqué le retour actif au sein de la Mesnie de Pierre-André, que ses obligations en avait tenu éloigné depuis quelque temps.

Le 12 avril, un ami très proche de *Guy de Larigaudie* est venu nous parler intimement de cet apôtre du Christ qu'il connaissait fort bien, nous révélant ses profondes convictions monarchistes, ignorées de beaucoup. Il sut nous faire revivre avec verve et brio tous les voyages de Guy et particulièrement le raid automobile Paris-Saïgon, nous montrant le caractère chrétien de toute sa vie qui devait se trouver magnifiée par une mort héroïque en mai 1940, au cours d'une charge de cavalerie contre des blindés allemands.

Après les vacances pascales, les Mesniers se sont à nouveau réunis le 26 avril. Puis le 28, reprenant une vieille tradition, ils ont passé la journée en commun dans la forêt de Sénard : réunion particulièrement fructueuse, puisque le programme du prochain camp Saint-Louis y fut mis sur pied. Les Mesniers présents ont été profondément touchés d'avoir parmi eux un mutilé de la dernière guerre, qui n'avait pas craint de les accompagner malgré sa blessure.

Enfin le 3 mai, c'est une autre vieille tradition mesniale qui était reprise : celle du repas en commun.

Ces deux traditions qui revivent ainsi à la Mesnie de Paris sont particulièrement significatives, car elles montrent notre souci de mettre en pratique et de réaliser pleinement le principe de la vie communautaire qui est à la base même de la Mesnie.

En marge de la première Mesnie de Paris, la Prémesnie Luxembourg continue à tenir ses réunions propres.

Et il importe également de ne pas oublier les efforts de nos amis de province qui, par un travail patient mais profitable, sont en train de contribuer à étendre le rayonnement et l'action de la Mesnie, en particulier en Bretagne, d'où un Mesnier revenant de vacances a pu rapporter des nouvelles réconfortantes sur la fondation prochaine d'une Prémesnie à Vannes et d'une autre à Elven.

Discrètement, mais sûrement, la Mesnie travaille, la Mesnie vit, d'une vie intense et profonde qui est le meilleur gage de voir ses efforts couronnés de succès.

Bulletin Intérieur de la « Mesnie » (association déclarée, régie par la loi de 1901).

S.P.I. - Imp. 27, rue Nicole, Paris

éphémérides

1er mai 1245. — Naissance de Philippe III dit le Hardi, à Poissy.
3 mai 1814. — Entrée de Louis XVIII à Paris.
5 mai 1821. — Mort de Napoléon Ier à Sainte-Hélène.
9 mai 1573. — Henri III est élu roi de Pologne et grand duc de Lithuanie.
14 mai 1610. — Henri IV est assassiné par Ravaillac.
14 mai 1643. — Mort de Louis XIII.
18 mai 1514. — François Ier épouse Claude de France, fille de Louis XII et d'Anne de Bretagne, scellant ainsi l'union de la Bretagne et de la France.
19 mai 1364. — Charles V est sacré roi à Reims.
23 mai 1430. — Jeanne d'Arc, enfermée dans Compiègne assiégée, est faite prisonnière par les Bourguignons.
27 mai 1234. — Saint Louis épouse Marguerite de Provence.
29 mai 1328. — Philippe, comte de Valois, est sacré roi à Reims et prend le nom de Philippe VI.
29 mai 1825. — Sacre de Charles X à Reims.
30 mai 1431. — Jeanne d'Arc est brûlée vive à Rouen.
30 mai 1574. — Mort du roi Charles IX.

POURQUOI LA NORVÈGE A CHOISI LA MONARCHIE

Nansen, le célèbre explorateur du Pôle Nord, expliquait ainsi pourquoi la Norvège, se séparant de la Suède en 1905, choisit comme forme de gouvernement la Monarchie et non la République :

« Nous avons choisi la Monarchie pour trois motifs :

Le premier, c'est que la Norvège n'est pas riche. Nous voulons un gouvernement économique et, vous le savez, **il n'y a pas de gouvernement plus coûteux que la République ;**

Le deuxième, c'est que nous voulons être forts, et que **la République nous eût rendus trop faibles** vis-à-vis de la Suède ;

Le troisième, c'est que nous voulons être **libres** ; nous ne nous soucions nullement de subir **la tyrannie des partis.**

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

publie un très important **numéro spécial** sur
LE PROBLEME CONSTITUTIONNEL

Sommaire :

L'Hérédité.
La politique et le sacré.
Souveraineté nationale et Monarchie.
La France monarchique avait-elle une Constitution ?
La Monarchie et l'Organisation internationale.
Note sur une Constitution monarchique.
Un texte de Jacques Bainville.
Constitution et Empire.
ESQUISSE D'UN GOUVERNEMENT ROYAL.
LA CONSTITUTION DES AUTRES PAYS :
Etc...

Ceux de nos amis qui ne sont pas encore adhérents au Centre d'Etudes peuvent demander l'envoi de ce numéro contre la somme de **20 francs** par exemplaire.

Ou, mieux encore, s'assurer la réception régulière des Feuillets en s'inscrivant pour un an (300 fr., 1.000 fr., etc....) au :

CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION, 9, rue d'Artois, Paris (8e). Tél. : ELY. 50-16.